



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-38192>

Département(s) de publication : **60, 95**

Annonce n° **24-38192**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Ville de Creil

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 21600174300527

Ville : CREIL

Code postal : 60100

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 60, 95

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : https://ville-de-creil.e-marchespublics.com/pack/annonce_marche_public_18615_1001982.html

Identifiant interne de la consultation : 2024-019

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : ABOU-KHALIL Aurélie

Adresse mail du contact : service.marchespublics@mairie-creil.fr

Numéro de téléphone du contact : +33 344295094

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** - Lettre de candidature (DC1 - dernière mise à jour) ; - Tout document daté et signé attestant des pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat (délégation de signature, extrait K-Bis datant de moins de 3 mois) ; Précision : Si le candidat fournit une délégation de signature limitée par des montants financiers, celle-ci devra impérativement autoriser le signataire à engager la société pour le montant maximum sur toute la durée de l'accord-cadre - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire - Déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies R.2143-3 et qu'il est en règle au regard des articles L.1512-1 à L.1512-11 du Code du travail concernant

l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : - Déclaration du candidat (DC2 - dernière mise à jour) - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles - Les attestations d'assurance décennale et responsabilité civile professionnelle en cours de validité
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années - Qualifications professionnelles en rapport avec l'objet de la consultation notamment les qualifications suivantes ou équivalentes :
 - o Lot 1 : o ME (maintenance et entretien) o TN (travaux neufs) o TST (travaux sous tension) o CM (contrôles et mesures), AIPR.
 - o Lot 2 : o APSAD R82 o Certification Milestone o ME (maintenance et entretien) - La présentation d'une liste des principaux travaux équivalents exécutés au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de travaux sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Technique d'achat : Accord-cadre

Date et heure limite de réception des plis : 17/05/2024 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) : Collectivité territoriale - Commune de Creil

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Extension et maintenance du dispositif de vidéoprotection de la Ville de Creil

Code CPV principal - Descripteur principal : 45311000

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : Extension et maintenance du dispositif de vidéoprotection de la Ville de Creil. Les prestations donnent lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles R2162-4 à 6 et R2162-13 à 14 du Code de la Commande Publique. Les montants des commandes seront compris dans les limites financières suivantes (éventuelles périodes de reconduction comprises) : - Lot 1: - Minimum : sans - Maximum : 3 000 000 euros H.T Lot 2: - Minimum : sans - Maximum : 2 500 000 euros H.T Les bons de commande seront notifiés au fur à mesure de l'apparition des besoins.

Lieu principal d'exécution du marché : Ville de Creil

Durée du marché (en mois) : 12

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Oui

Section 5 - Lots

- **Description du lot** : Génie civil, fibre optique et courant fort

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 45311000

Lieu d'exécution du lot : Ville de Creil

- **Description du lot** : Vidéoprotection et maintenance

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 32323500

Lieu d'exécution du lot : Ville de Creil

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Oui

Détail sur la visite (si oui) : Une visite des locaux du CSU est obligatoire pour les candidats au lot n°2. Elle aura lieu le 30 avril 2024 à 9 heures. Les modalités de la visite sont mentionnées à l'article 4.6 du règlement de la consultation.

Autres informations complémentaires : A/ L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification. Ensuite, il est reconductible trois fois par décision tacite pour une durée d'un an à chaque fois, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans. B/ Aucune variante n'est autorisée. En cas de présentation d'une offre avec variante, seule l'offre de base clairement identifiée à l'ouverture des offres sera prise en compte et la variante ne sera ni analysée ni classée. C/ En application de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, la transmission des candidatures et des offres se fait par voie électronique. Toutes les communications et échanges d'informations sont également effectués par des moyens électroniques. Par ailleurs, depuis le 1er janvier 2010 et conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, l'identification des candidats pour accéder aux documents de la consultation par voie électronique n'est plus obligatoire. Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait que l'identification leur permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées aux documents qu'ils téléchargeront. Dans le cas contraire, il leur appartiendra de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées. D/ Signature électronique : dans le cadre de cette consultation, la signature électronique par l'attributaire est exigée

Date d'envoi du présent avis à la publication : 02/04/2024